

DEPARTEMENT DU GARD

SEANCE PLENIERE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Séance du 27 juin 2025

DELIBERATION N° 8

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES RESSOURCES INTERNES

DIRECTION DES FINANCES

Extrait de la réunion du 27 juin 2025

ETAIENT PRESENTS

Mme Dominique ANDRIEU-BONNET, M. Rémy BACHEVALIER,
Mme Laurence BARDUCA-FAUQUET, M. Christian BASTID,
M. Jean-Charles BENEZET, Mme Carole BERGERI, M. Gérard BLANC,
Mme Pascale BORIES, M. Vincent BOUGET, Mme Léa BOYER,
M. Ghislain CHASSARY, Mme Cathy CHAULET, Mme Amal COUVREUR,
M. Robert CRAUSTE, M. Martin DELORD, Mme Muriel DHERBECOURT,
Mme Isabelle FARDOUX-JOUE, Mme Pascale FORTUNAT-DESCHAMPS,
M. Jean-Pierre FUSTER, M. Olivier GAILLARD,
Mme Véronique GARDEUR-BANCEL, Mme Maryse GIANNACCINI,
M. Marc LARROQUE, Mme Françoise LAURENT-PERRIGOT,
M. Patrick MALAVIEILLE, Mme Hélène MEUNIER, Mme Valérie MEUNIER,
Mme Elisabeth MONDET, M. Rémi NICOLAS, Mme Sylvie NICOLLE,
Mme Bérengère NOGUIER, Mme Nathalie NURY, M. Bruno PASCAL,
Mme Marie-Christine PEYRIC, M. Alexandre PISSAS, M. Philippe RIBOT,
Mme Huguette SARTRE, M. Patrick SCORSONE, M. Christophe SERRE,
M. Richard TIBERINO, M. Eddy VALADIER

PROCURATIONS

M. Denis BOUAD donne procuration à Mme Françoise LAURENT-PERRIGOT

M. Frédéric GRAS donne procuration à Mme Léa BOYER

M. Julien PLANTIER donne procuration à Mme Valérie MEUNIER

ABSENTS EXCUSES

Mme Sophie ROULLE

COMPTE ADMINISTRATIF 2024 - BUDGET PRINCIPAL

N° 8
SEANCE PLENIERE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

- VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.3312-5 qui fixe les modalités de présentation de débat et de vote du compte administratif et notamment la nomination d'un élu autre que le Président en tant que Président de séance, L.1612-2 qui fixe les conditions de l'arrêté des comptes de la collectivité territoriale, et L.3341-1 sur la comptabilité de l'engagement des dépenses,
- VU** l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs mise en place par l'arrêté NOR : INTB1426317A du 29 décembre 2014 mis à jour par l'arrêté du 21 décembre 2023,
- VU** l'arrêté NOR/FPPA9610077A du 26 avril 1996, relatif à la comptabilité d'engagement des dépenses des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics,
- VU** la délibération n°04 du Conseil départemental en date du 27 juin 2025, approuvant le Compte de gestion 2024 du Budget principal,
- VU** les documents budgétaires de l'exercice 2024, Budget primitif et Décision modificative n°1,
- VU** le rapport n° 107 de Madame la Présidente du Conseil départemental,
- VU** la réunion de la Commission finances et administration générale en date du 23 juin 2025,
- VU** les pièces du dossier,

Entendu le Rapporteur, Monsieur Rémi NICOLAS,

Considérant que le projet de Compte administratif départemental 2024 du Budget principal est en concordance avec le Compte de gestion 2024,

A LA MAJORITE,

Madame Françoise LAURENT-PERRIGOT, ayant quitté la séance, ne prend pas part au vote du Compte administratif. Monsieur Christophe SERRE préside la séance.

Interventions de Madame Valérie MEUNIER, Messieurs Philippe RIBOT, Christian BASTID, Robert CRAUSTE, Patrick MALAVIEILLE.

Opposition de M. Jean-Pierre FUSTER, Mme Elisabeth MONDET

Abstention de M. Rémy BACHEVALIER, M. Jean-Charles BENEZET, M. Gérard BLANC, Mme Pascale BORIES, Mme Léa BOYER, Mme Muriel DHERBECOURT, Mme Véronique GARDEUR-BANCEL, M. Frédéric GRAS, Mme Valérie MEUNIER, Mme Marie-Christine PEYRIC, M. Julien PLANTIER, M. Philippe RIBOT, Mme Huguette SARTRE, M. Richard TIBERINO, M. Eddy VALADIER

DELIBERE

ARTICLE 1 :

Est adopté le Compte administratif du Budget principal de l'exercice 2024 qui présente les résultats de l'exécution du Budget ; ce document de synthèse compare à cette fin :

- **d'une part**, les prévisions ou autorisations se rapportant à chaque chapitre et à chaque article du budget,
- **d'autre part**, les réalisations constituées par le total des émissions de titres de recettes et des émissions de mandats correspondant à chaque article budgétaire.

Le Compte administratif constate le solde d'exécution de la section d'investissement et le résultat de la section de fonctionnement, ainsi que les restes à réaliser.

ARTICLE 2 :

L'exécution budgétaire du Budget principal, sans la reprise des résultats de l'année 2023, se traduit par la réalisation d'un montant de dépenses de **1 219 944 495,33 €** et d'un montant de recettes de **1 225 981 176,03 €**.

Les résultats de chacune des sections intégrant les résultats reportés, sont les suivants :

Section d'investissement

	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
Opérations de l'exercice	209 592 444,81	227 048 871,56
Solde d'exécution 2024		17 456 426,75
Résultats antérieurs reportés	- 5 476 986,93	
Restes à réaliser	19 591 732,79	7 370 307,25
Résultat de clôture après restes à réaliser (Besoin de financement)	- 241 985,72	

Section de fonctionnement

	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
Opérations de l'exercice	1 010 352 050,52	998 932 304,47
Résultat antérieur reporté		92 090 197,58
Résultat de fonctionnement		80 670 451,53
Restes à réaliser	63 859,87	0,00
Résultat de fonctionnement après restes à réaliser		80 606 591,66

Restes à réaliser 2024 reportés sur l'exercice 2025

- La section d'investissement

Selon l'arrêté du 26 avril 1996 relatif à la comptabilité d'engagement, les restes à réaliser doivent correspondre à la différence entre le montant des droits et obligations nés au profit ou à l'encontre de la collectivité et le montant des titres de recettes ou de mandats émis.

Pour la section d'investissement, les dépenses reportées en investissement, et au titre des restes à réaliser, doivent être au plus égales aux dépenses engagées non mandatées.

L'exercice 2024 fait apparaître un montant à reporter de **19 591 732,79 €** en dépenses et **7 370 307,25 €** en recettes.

Dès lors, le résultat de clôture dégagé par la section d'investissement, reports compris, est déficitaire. Son montant est de **241 985,72 €**.

- La section de fonctionnement

L'exercice 2024 fait apparaître un montant à reporter de **63 859,87 €** en dépenses et **0 €** en recettes.

L'affectation du résultat fait l'objet de la délibération n°12 de la séance du Conseil départemental en date du 27 juin 2025.

ARTICLE 3 :

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur, d'un recours administratif auprès de Madame la Présidente du Conseil départemental du Gard, 3 rue Guillemette 30044 Nîmes Cedex 9, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères 30000 Nîmes.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LA PRESIDENTE,

Françoise Lament-Penigot



Acte rendu exécutoire compte tenu de :

- La publication le : 09-07-2025
- La transmission au représentant de l'Etat le : 09-07-2025
- N° AR 030-223000019-20250627-lm1X010001ed76-DE

Détail Dépenses Fonctionnement

Chapitre	Fonction	Article	Libellé Chapitre	Libellé Article	Montant
65	031	65315	Autres charges de gestion courante	Formation des élus	63 859,87
				Somme :	63 859,87

Détail Dépenses Investissement

Chapitre	Fonction	Article	Libellé Chapitre	Libellé Article	Montant
018	444	204181	RSA	Biens mobiliers, matériel et études	480,00
16	01	16878	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	Autres organismes et particuliers	1 500 000,00
20	028	2031	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SAUF LE 204)	Frais d'études	8 702,20
20	028	2033	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SAUF LE 204)	Frais d'insertion	864,00
20	028	2051	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SAUF LE 204)	Concessions et droits similaires	752 725,59
20	221	2031	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SAUF LE 204)	Frais d'études	2 269,50
20	221	2033	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SAUF LE 204)	Frais d'insertion	4 320,00
20	221	2051	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SAUF LE 204)	Concessions et droits similaires	63 369,30
20	314	2031	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SAUF LE 204)	Frais d'études	17 760,65
20	4213	2031	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SAUF LE 204)	Frais d'études	8 607,17
20	425	2051	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SAUF LE 204)	Concessions et droits similaires	1 778,29
20	731	2051	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SAUF LE 204)	Concessions et droits similaires	48 952,80
20	78	2031	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SAUF LE 204)	Frais d'études	78 946,00
20	843	2033	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SAUF LE 204)	Frais d'insertion	864,00
20	853	2031	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SAUF LE 204)	Frais d'études	78 809,70
204	028	20421	Subventions d'équipement versées	Biens mobiliers, matériel et études	300,00
204	221	20431	Subventions d'équipement versées	Biens mobiliers, matériel et études	34 672,24

204	311	2041581	Subventions d'équipement versées	Biens mobiliers, matériel et études	3 000,00
204	311	20421	Subventions d'équipement versées	Biens mobiliers, matériel et études	13 528,00
204	313	2041481	Subventions d'équipement versées	Biens mobiliers, matériel et études	15 164,00
204	313	2041581	Subventions d'équipement versées	Biens mobiliers, matériel et études	4 200,00
204	315	2041481	Subventions d'équipement versées	Biens mobiliers, matériel et études	1 101,00
204	325	20415331	Subventions d'équipement versées	Biens mobiliers, matériel et études	105 000,00
204	326	20421	Subventions d'équipement versées	Biens mobiliers, matériel et études	17 835,00
204	428	20421	Subventions d'équipement versées	Biens mobiliers, matériel et études	6 356,00
204	428	20422	Subventions d'équipement versées	Bâtiments et installations	988,00
204	428	2324	Subventions d'équipement versées	Subventions d'équipement versées	50 000,00
204	6318	2041482	Subventions d'équipement versées	bâtiments et installations	1 920,00
204	6318	2041582	Subventions d'équipement versées	Bâtiments et installations	10 000,00
204	6318	20421	Subventions d'équipement versées	Biens mobiliers, matériel et études	622,60
204	843	2041482	Subventions d'équipement versées	bâtiments et installations	199 871,43
204	853	20422	Subventions d'équipement versées	Bâtiments et installations	63 874,39
21	020	21841	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Matériel de bureau et mobilier scolaires	2 082,82
21	028	21533	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Réseaux câblés	611 116,80
21	028	21578	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Autre matériel technique	12 360,47
21	028	21838	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Autre matériel informatique	1 645 311,73
21	028	21848	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Autres matériels de bureau et mobiliers	581 204,52

21	028	2185	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Matériel de téléphonie	52 808,76
21	028	2188	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Autres	67 741,76
21	201	21578	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Autre matériel technique	38 368,62
21	201	21828	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Autres matériels de transport	40 631,90
21	221	21533	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Réseaux câblés	5 061,00
21	221	21831	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Matériel informatique scolaire	392 539,21
21	221	21841	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Matériel de bureau et mobilier scolaires	86 461,97
21	221	2185	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Matériel de téléphonie	16 644,70
21	221	2188	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Autres	37 476,71
21	313	21611	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Biens sous-jacents	1 600,00
21	315	21578	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Autre matériel technique	52 721,39
21	315	21621	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Biens sous-jacents	1 537,00
21	411	2188	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Autres	11 719,20
21	6311	21578	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Autre matériel technique	5 196,68
21	731	21828	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Autres matériels de transport	26 962,71
21	78	21578	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Autre matériel technique	2 517,98
21	78	21828	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Autres matériels de transport	41 057,28
21	843	2111	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains nus	14 772,40
21	843	2188	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Autres	5 879,06
21	853	21578	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Autre matériel technique	1 170,69
21	853	21828	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Autres matériels de transport	29 128,84
23	028	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS	Constructions	89 276,75
23	028	2318	IMMOBILISATIONS EN COURS	Autres immobilisations corporelles	11 497 481,76
23	028	238	IMMOBILISATIONS EN COURS	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	543 558,24

23	201	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS	Constructions	16 201,88
23	221	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS	Constructions	174 921,35
23	221	2317	IMMOBILISATIONS EN COURS	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition	132 092,32
23	313	2317	IMMOBILISATIONS EN COURS	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition	5 793,60
23	314	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS	Constructions	11 850,79
23	314	2316	IMMOBILISATIONS EN COURS	Restauration des biens historiques et culturels	19 482,00
23	315	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS	Constructions	27 043,96
23	315	2316	IMMOBILISATIONS EN COURS	Restauration des biens historiques et culturels	28 395,00
23	420	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS	Constructions	6 771,24
23	4213	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS	Constructions	8 853,83
23	6311	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS	Constructions	40 879,39
23	78	2312	IMMOBILISATIONS EN COURS	Agencements et aménagements de terrains	26 352,00
23	78	2312.	IMMOBILISATIONS EN COURS	Agencements et aménagements de terrains	1 002,00
23	78	2315	IMMOBILISATIONS EN COURS	Installations, matériel et outillage techniques	30 820,62
26	65	261	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	Titres de participation	50 000,00
				Somme :	19 591 732,79

Détail Recettes Investissement

Chapitre	Fonction	Article	Lib. chap. / fonction	Lbellé	Montant
13	01	13313	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (RECUES)	Dotation de soutien à l'investissement des départements	2 011 695,00
13	221	1311	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (RECUES)	État et établissements nationaux	950 911,30
13	221	13148	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (RECUES)	Autres communes	1 573 203,93
13	420	1311	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (RECUES)	État et établissements nationaux	1 400 088,20
13	78	1311	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (RECUES)	État et établissements nationaux	3 102,50
13	78	1312	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (RECUES)	Régions	10 000,00
13	78	13172	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (RECUES)	FEDER	11 497,49
13	843	1321	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (RECUES)	État et établissements nationaux	577 862,75
13	843	13413	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (RECUES)	Dotation de soutien à l'investissement des départements	525 240,00
23	221	238	IMMOBILISATIONS EN COURS	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	226 362,32
23	420	237	IMMOBILISATIONS EN COURS	Avances versées sur commandes d'immobilisations incorporelle	20 684,00
23	420	238	IMMOBILISATIONS EN COURS	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	59 659,76
				Somme :	7 370 307,25

PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE – COMPTE ADMINISTRATIF 2024

L'article L3313-1 du code général des collectivités territoriales dispose qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

Les données détaillées sont présentées dans les rapports et les documents budgétaires sur le site internet du Département.

L'exécution du budget 2024 du Conseil départemental du Gard s'est traduite par les mouvements suivants :

- Dépenses réalisées (mandats 2024 émis) : 1.219,9 M€ (1)
- Recettes réalisées (titres 2024 émis) : 1.226,0 M€ (2)
- Reprise du résultat antérieur : 86,6 M€ (3)
- Restes à réaliser recettes : 7,4 M€ (4)
- Restes à réaliser dépenses : 19,5 M€ (5)
- Résultat : 80,6 M€ (6)=(2)+(3)+(4)-(1)-(5)

Les dépenses 2024 : 1.219,9 M€

En millions d'euros

Présentation des dépenses fondée sur la nomenclature fonctionnelle réglementaire (fonctionnement et investissement).

Dépenses d'ordre		100,2	Ecritures comptables réglementaires ¹
Dépenses réelles		1.119,7	
Dont			
Action sociale	RSA	206,7	
	Personnes handicapées	103,6	
	Famille-enfance	138,1	
	Personnes dépendantes APA	93,7	
	Personnes âgées	39,5	
	Services communs	56,4	
	Santé	11,0	
	Autres	3,3	
Transports		65,3	Notamment voirie départementale
Sécurité		59,2	Notamment contribution au SDIS

¹ Les écritures d'ordre ne se traduisent par aucun flux de trésorerie. Il s'agit, par exemple, des dotations aux amortissements.

Enseignement	61,8	Notamment collèges
Aménagement des territoires et habitat	54,1	Notamment logement
Environnement	13,4	
Culture-vie sociale-jeunesse-sports et loisirs	19,4	
Action économique	6,9	Notamment laboratoire, développement touristique
Services généraux	134,1	Notamment participation à la péréquation interdépartementale, compensation transfert de compétence à la région, bâtiments administratifs, fonctionnement courant
Remboursement de la dette et charges financières	53,2	Remboursement des emprunts 43,4 ; paiement des intérêts 9,8

Les dépenses de personnel figurant au chapitre 012 sont de 188,1 M€.

Sur 1.000 € de dépenses réelles effectuées par le Département, 582 € sont consacrés au social.

Les recettes 2024 : 1.226,0 M€

En millions d'euros

Présentation des recettes fondée sur l'instruction comptable réglementaire.

Recettes d'ordre			100,2	Ecritures comptables réglementaires ²
Recettes réelles			1.125,8	
Dont				
Fiscalité locale	378,3	DMTO	120,9	Droits de mutation
		TSCA	132,2	Taxe sur les conventions d'assurance
		TICPE	106,7	Taxe de consommation sur les produits énergétiques
		Taxe sur l'électricité	10,7	
		Taxe d'aménagement	2,8	
		IFER	3,1	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux
		Autres	1,9	

Impôts et	342,0	Fraction de TVA	247,7	TVA compensatoire versée par l'Etat liée à la suppression de la TFPB
-----------	-------	-----------------	-------	--

² Les écritures d'ordre ne se traduisent par aucun flux de trésorerie. Il s'agit, par exemple, des amortissements réglementaires.

taxes		– TFPB		
		Fraction de TVA – CVAE	34,2	TVA compensatoire versée par l'Etat liée à la suppression de la CVAE
		FNPDMTO	22,0	Péréquation interdépartementale DMTO
		FNGIR	17,8	Compensation versée par l'Etat liée à la suppression de la taxe professionnelle
		Frais de gestion TFPB	14,3	
		Autres	6	
Dotations, participations et subventions	252,6	DGF	106,9	Dotation versée par l'Etat pour le fonctionnement courant
		CNSA	55,5	Fonds versés par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie
		DCRTP	19,7	Compensation versée par l'Etat liée à la suppression de la taxe professionnelle
		Subventions d'investissement	15,7	
		FCTVA	12,2	Compensation partielle par l'Etat de la TVA payée par le Département
		FMDI	8,3	Fonds versés par l'Etat pour l'insertion
		DGD	4,2	
		Autres	30,1	Notamment participations et subventions reçues
Emprunt		60		
Affectation du résultat exercice précédent		50	Ecriture comptable réglementaire	
Autres recettes		42,9	Notamment recouvrement de dépenses d'aide sociale, reprises sur provisions	

Les autres chiffres-clé

- Population 2024 : 756.543 habitants
- Dépenses réelles par habitant : 1.480 €
- Encours de dette et assimilé au 31/12/2024 : 478,9 M€, soit 633 € par habitant
- Annuité de la dette³ 2024 par habitant : 70 €
- Total du bilan au 31/12/2024 : 3.181 M€
- Budget annexe Ingénierie publique : résultat de 3.302,29 €
Mission d'ingénierie rémunérée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Instruction M4.
- Budget annexe CAMSP : résultat de 168.461,67 €

³ L'annuité de la dette correspond à la somme des remboursements du capital des emprunts et des règlements d'intérêts.



Prise en charge précoce des problématiques de handicap chez les enfants par le centre d'action médico-social précoce de Nîmes. Instruction M22.